



Phobie et faiblesse : comment la Belgique peut abandonner sa fixation sur les mini-jobs

2013/23

11 | 06 | 2013



Marc De Vos
Directeur
Itinera Institute

La Belgique souffre de germanité : elle est obsédée par l'Allemagne et par sa politique socio-économique. Il ne se passe pas une semaine sans que s'affrontent les défenseurs et les opposants au soi-disant « modèle allemand ». En voilà un signe de faiblesse ! Apparemment, nous sommes nous-mêmes si peu inspirés que nous préférons tuer le temps en discussions puériles sur la politique allemande.

La plus récente version de ce refrain concerne les « mini-jobs » qui permettent aux Allemands de travailler ou d'avoir des à-côtés à temps partiel, de manière flexible et bon marché. Pour d'autres, dont l'Unizo, le concept mérite d'être importé en Belgique, tout comme les autres bons produits allemands. Les syndicats et leurs alliés politiques, pour leur part, condamnent un modèle destructif de pauvreté

organisée. Chacun a en partie raison, mais aucun ne parle du cœur du débat : la polarisation du marché du travail.

Sous la pression de la technologie et de la mondialisation, l'écart économique entre les emplois hautement qualifiés et les emplois peu qualifiés grandit, entraînant une inégalité croissante en termes de revenus. Par ailleurs, l'organisation du marché du travail lui-même est également morcelée : d'un côté des postes bien protégés par des contrats fixes pour les « insiders », de l'autre des postes peu protégés pour les « outsiders » disposant de contrats temporaires. Les deux phénomènes se renforcent mutuellement : les insiders disposent le plus souvent d'une formation supérieure et les outsiders d'une formation réduite.

“ *Sous la pression de la technologie et de la mondialisation, l'écart économique entre les emplois hautement qualifiés et les emplois peu qualifiés grandit, entraînant une inégalité croissante en termes de revenus.* ”

Que doivent alors faire les responsables politiques afin de maximiser les chances de chacun sur le marché du travail ? Ils doivent investir dans l'enseignement et la formation, afin d'améliorer la qualité de l'afflux sur le marché du travail. Ils doivent favoriser la formation permanente en cours de carrière. Ils doivent éviter tout effet artificiel d'aspiration vers le bas afin de ne pas emprisonner les travailleurs dans des emplois précaires. Ils doivent éviter l'afflux de travailleurs dans le bas du marché du travail, par exemple par le biais d'une bonne politique migratoire. Et ils doivent veiller à faciliter l'ascension des échelons professionnels en réduisant la rigidité et le coût du travail.

Plaçons le modèle des mini-jobs à côté de cette liste et le résultat n'est pas très encourageant. Un statut spécial de travail peu rémunéré n'aide en rien l'enseignement, la formation ou la formation continue. Il ne stimule pas la mobilité ascendante des travailleurs vers des emplois plus qualifiés, mais implique plutôt un effet d'aspiration vers l'offre d'emplois au mini-format. Bien entendu, le mini-job crée une plateforme pour des emplois flexi-

bles et bon marché, diminuant ainsi le seuil d'accès à l'emploi. Ceci est incontestablement positif pour les plus défavorisés sur le marché du travail, pour lesquels les seules alternatives sont le chômage ou le travail au noir. Malheureusement, le mécanisme mène plus souvent pour eux (pour l'instant) à l'enfermement qu'à l'émancipation, sert plus de filet de sécurité minimale que de tremplin vers une carrière normale.

Sommes-nous capables, en Belgique, de conserver les aspects positifs des mini-jobs allemands et d'en diminuer les aspects négatifs ? Je le pense. On pourrait reformer l'assurance chômage en assurance travail solide en la fusionnant avec notre pléiade de plans d'embauche. Des allocations dégressives combinées à un investissement progressif dans l'accompagnement et la formation permettraient alors au plus grand nombre de trouver un nouvel emploi. Pour ceux qui n'y parviennent pas – et seulement pour ceux-là – suivrait alors un unique plan d'embauche organisé par des activités subsidiées. L'équivalent des mini-jobs, mais plus sélectif, soutenu en permanence et sans jamais abandonner le passage vers le marché du travail classique.

Entre-temps, ne nous donnons pas de trop grands airs. Les mini-jobs allemands si décriés et nos titres-services se ressemblent comme deux gouttes d'eau : seules les modalités diffèrent réellement. Nos titres-services sont du reste une mesure isolée,

alors que les mini-jobs allemands font partie d'une réforme bien plus large menée à bien par nos voisins allemands. Au début du XXI^e siècle, l'Allemagne était le grand malade de l'Europe : stagnation économique, chômage de masse, perte de compétitivité et dette galopante. Existait-il réellement une alternative pour l'économie d'exportation allemande classique qu'une bonne dose d'amélioration de la compétitivité ?

On peut au moins dire des Allemands qu'ils sont correctement parvenus à décider de réformes structurelles consensuelles qui les ont sortis du

pétrin. Nous n'y sommes pas encore parvenus en Belgique. Mais cela peut encore venir. Le dialogue pour un plan de compétitivité est au moins un point de départ. Commençons alors par mettre fin à cette fixation sur l'Allemagne. Bien entendu, nous pouvons tirer des enseignements des expériences faites à l'étranger, mais nous devons avant tout établir notre propre diagnostic et développer nos propres remèdes.

Marc De Vos est le directeur d'Itinera et enseigne à l'Université de Gand.

@devosmarc

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables